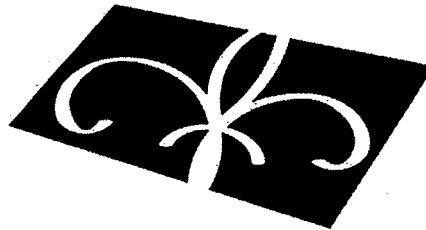


32 RÉSOLUTIONS SUR LE RAPPORT LAROSE

Analyse du rapport de la Commission des États généraux
sur la situation et l'avenir de la langue française



MOUVEMENT NATIONAL DES QUÉBÉCOISES ET QUÉBÉCOIS

Octobre 2001.

1. Le MNQ approuve l'orientation de base indiquée par le titre du rapport (« Le français, une langue pour tout le monde ») et qui vise à ce que le français devienne de plus en plus la langue commune effective des Québécois de toutes origines et de toutes allégeances communautaires.

2. Le MNQ appuie la proposition adressée par la Commission aux responsables de la politique linguistique à l'effet que celle-ci doive rompre définitivement avec l'approche traditionnelle qui divise l'identité québécoise suivant une ligne de partage ethnique ou ethnolinguistique et qu'elle doive lui substituer une approche civique qui fasse du français la langue commune de toute la population québécoise, la langue de la citoyenneté et la langue normale et habituelle de toutes les activités du domaine public au Québec.

3. A) Le MNQ appuie la proposition de mettre plus en évidence la citoyenneté québécoise avec tout ce que cela implique et de marquer officiellement l'accession des immigrants à la citoyenneté québécoise au moment où ils deviennent citoyens canadiens.
B) Le MNQ ne croit pas qu'il s'agisse de créer ou d'instituer la citoyenneté québécoise puisque celle-ci, selon la définition qu'en donne la Commission, existe déjà juridiquement et politiquement. La proposition de la Commission à cet égard ne pose aucun problème constitutionnel.
C) Le MNQ verrait d'un bon œil que l'on marque aussi, par une cérémonie spéciale, l'accès des jeunes de 18 ans déjà titulaires de la citoyenneté canadienne au statut de citoyen-électeur de l'État québécois, de membre actif de la société politique du Québec.

4. A) Le MNQ appuie la proposition de faire reconnaître l'apprentissage du français comme un droit fondamental pour tous et d'inscrire ce droit dans un texte législatif ayant nette priorité sur les dispositions législatives ordinaires.
B) Le MNQ demande que ce droit à l'apprentissage du français inclue le droit à l'alphabétisation en français pour tous les Québécois qui n'ont pas une maîtrise

convenable de la langue écrite ainsi que le droit, pour tout travailleur, à l'atteinte d'une connaissance et d'une maîtrise du français appropriées à l'exercice de sa profession.

C) Le MNQ demande que ce droit soit inclus au chapitre de la Charte de la langue française portant sur les droits linguistiques fondamentaux et que ledit chapitre soit considéré comme partie intégrante de la Constitution du Québec.

5. A) Le MNQ appuie la proposition à l'effet que le Québec obtienne pleine compétence en matière de sélection des immigrants.

B) Le MNQ demande que les dispositions constitutionnelles relatives à l'immigration (article 95) soient modifiées de façon à ce que, dans le cas du Québec, les lois de l'Assemblée nationale aient prépondérance sur les lois fédérales relatives aux mêmes objets.

C) Le MNQ demande aussi que la Constitution canadienne soit modifiée pour donner au Québec pleine compétence en matière de politique linguistique sur son territoire et que le gouvernement fédéral et les institutions fédérales soient tenus de se conformer aux lois linguistiques québécoises (pour aussi longtemps que le Québec fera partie de la fédération).

6. A) Le MNQ appuie la proposition d'accorder un statut constitutionnel à des normes juridiques fondamentales en matière de politique linguistique.

B) Le MNQ demande cependant que ces normes juridiques soient à l'effet que le français soit reconnu comme langue nationale du Québec et redevienne la seule langue officielle de l'État québécois (notamment la langue de la législation et de la justice selon l'esprit de la loi 101 de 1977 et la langue dont la connaissance est requise pour accéder à toute fonction dans l'administration) sans exclure toutefois le droit pour les individus à des services en anglais (dans les tribunaux comme dans l'Administration) lorsque la prestation de tels services se justifie par l'importance de la demande.

C) Le MNQ rappelle au gouvernement que les normes techniques auxquelles renvoient certains de ses règlements pour les rendre obligatoires doivent être rédigées

en français ou comporter une version française officielle, à défaut de quoi elles sont invalides parce que non conformes aux dispositions de la Charte de la langue française relatives à la langue de la législation et de la justice.

D) Le MNQ s'oppose catégoriquement à ce que soient enchâssées dans la constitution du Québec les dispositions de l'article 23 de la Charte canadienne des droits, lesquelles permettent notamment à tout parent domicilié au Québec d'acquérir le droit à l'enseignement en anglais pour toute sa descendance en inscrivant, même pour une durée limitée, un seul de ses enfants à l'enseignement en anglais dans une autre province ou dans une institution privée non subventionnée.

E) Le MNQ s'oppose également à tout enchâssement constitutionnel des dispositions de l'article 73 actuel de la Charte de la langue française relatives au droit à l'enseignement en anglais qui ne sont pas conformes à l'esprit de l'article 73 initial (tel que sanctionné en août 1977).

F) Le MNQ est totalement favorable à ce que les dispositions relatives à l'enseignement des langues autochtones, à l'enseignement en langues autochtones et à l'emploi des langues autochtones bénéficient d'une large et solide protection constitutionnelle.

G) Le MNQ demande que, pour redonner au français son statut de seule langue officielle, notamment en matière de législation et d'administration de la justice, l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867 soit modifié de façon à ce qu'il ne s'applique plus au Québec. Le MNQ est cependant d'accord pour que les droits des personnes physiques de s'adresser en anglais aux tribunaux et à l'Assemblée nationale soient maintenus et jouissent d'une protection constitutionnelle.

7. Le MNQ appuie la proposition voulant que chaque institution d'enseignement se dote d'une politique de promotion et de valorisation de l'usage et de la qualité du français écrit et oral, ceci aussi bien dans le réseau anglophone que dans le réseau francophone.
8. Le MNQ appuie les propositions de la Commission visant à assurer une meilleure formation en français des enseignants de toutes les disciplines ainsi que leur

perfectionnement continu en ce domaine. Il estime qu'une bonne connaissance et une bonne maîtrise du français doivent être requises des enseignants du réseau anglophone aussi bien que du réseau francophone.

9. Le MNQ appuie les propositions visant à ce que le réseau scolaire francophone assure la maîtrise du français, mais il estime qu'un tel objectif doit être indiqué aussi au réseau anglophone, pour que le français devienne effectivement la langue commune de toute la population québécoise.

10. Le MNQ appuie l'objectif proposé par la Commission d'améliorer la qualité de l'enseignement de l'anglais dans les deux réseaux linguistiques dans toute la mesure où la poursuite d'un tel objectif ne compromet pas la priorité qui doit être accordée à l'apprentissage du français et n'enlève pas aux autres disciplines le temps et les ressources dont elles ont besoin. Dans la même mesure (aux mêmes conditions), il appuie également l'introduction progressive de l'enseignement d'une troisième langue.

11. A) Le MNQ appuie la proposition visant à ce que les cégeps et les universités soient reconnus comme organismes de l'Administration par l'annexe à la Charte de la langue française.
B) Le MNQ demande que les institutions privées subventionnées des domaines de l'enseignement, des services sociaux et de la santé, y inclus les centres de la petite enfance, soient reconnues comme organismes parapublics au sein de cette même annexe.

12. A) Le MNQ appuie la proposition voulant que l'utilisation de logiciels français et de la terminologie informatique française soit rendue obligatoire le plus rapidement possible pour l'enseignement technique dans les cégeps francophones.
B) Le MNQ demande que partout où, dans les cégeps francophones et les universités francophones, on utilise l'informatique aussi bien pour le fonctionnement et l'administration des institutions et des réseaux que pour tous les enseignements

dispensés, l'utilisation de logiciels francophones et d'une terminologie informatique en français soit également rendue obligatoire le plus rapidement possible.

C) Le MNQ estime que l'utilisation de logiciels francophones et de la terminologie informatique francophone devrait aussi être rendue obligatoire dans les institutions de langue anglaise pour leurs communications avec les institutions francophones et avec le gouvernement.

13. A) Le MNQ appuie, pour le court terme, les propositions visant une plus grande collaboration entre les réseaux francophone et anglophone du collégial.

B) Le MNQ est d'accord avec la Commission pour ne pas imposer aux seuls immigrants ou enfants d'immigrants ou encore aux seuls allophones l'obligation de fréquenter un cégep francophone.

C) Le MNQ demande cependant que l'on s'oriente, à moyen terme, vers l'intégration des deux réseaux linguistiques de l'enseignement collégial afin que les étudiants puissent continuer à s'inscrire dans le cégep de leur choix (s'ils y sont admis). Toutefois, le MNQ souhaite que les cégeps anglophones en viennent progressivement à dispenser la majeure partie de leur enseignement en français et que tous leurs étudiants, après une période transitoire, soient tenus d'avoir suivi la plus grande partie de leur enseignement collégial en français.

D) En attendant que cette intégration se réalise, le MNQ demande que, dès maintenant, l'enseignement professionnel, au cégep anglophone comme au cégep francophone, ait comme objectif obligatoire de faire en sorte que chacun des diplômés soit en mesure d'exercer de façon compétente sa profession en français et de rédiger dans un français de qualité des avis relatifs aux disciplines qu'il aura étudiées.

14. Le MNQ appuie les propositions visant à faire de l'université un pôle de renforcement de l'identité québécoise, en garantissant mieux le droit à l'enseignement universitaire en français, en protégeant la possibilité de produire de nouvelles connaissances en français, en assurant la diffusion en français de ces connaissances; à faire de l'université un lieu de production scientifique en français et qui privilégie la diffusion en français de sa production scientifique, une institution qui respecte intégralement le

droit des professeurs à enseigner en français et le droit des étudiants à poursuivre leurs études universitaires en français.

15. A) Le MNQ appuie la proposition voulant que soient corrigées les dispositions législatives et constitutionnelles qui permettent d'acquérir pour la suite des temps le droit à l'enseignement en anglais par la simple fréquentation d'une institution privée non subventionnée de langue anglaise.
- B) Le MNQ demande que le correctif touche également la possibilité d'acheter le droit à l'enseignement en anglais pour toute sa famille en envoyant un de ses enfants recevoir son enseignement en anglais dans une autre province.
- C) Le MNQ demande que le Québec soit soustrait à l'obligation de se conformer à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés ou, à tout le moins, qu'il soit soustrait à l'obligation de se conformer au deuxième alinéa de cet article.
16. A) Le MNQ appuie la proposition visant à ce que les centres de la petite enfance soient tenus d'offrir des services de francisation aux enfants de moins de quatre ans des familles immigrantes.
- B) Le MNQ demande que les centres de la petite enfance soient intégrés au système d'enseignement public et soient soumis aux articles 72 et 73 de la Charte de la langue française.
17. Le MNQ appuie les recommandations relatives aux exigences de qualité en matière de langue française dans les rapports du personnel des centres de la petite enfance avec les enfants qui leur sont confiés et relatives à l'objectif prioritaire d'assurer avant l'enseignement primaire une maîtrise convenable du français oral.
18. A) Le MNQ appuie les propositions relatives à la francisation des immigrants adultes.
- B) Le MNQ demande que des programmes de francisation soient également accessibles aux adultes non-immigrants qui n'ont pas du français une connaissance et une maîtrise appropriées à l'exercice de leurs droits et devoirs de citoyens ou à l'exercice de leur profession.

19. Le MNQ appuie la reconnaissance officielle de la langue des signes du Québec.
20. A) Le MNQ appuie les propositions relatives à la norme linguistique québécoise et à la valorisation de la qualité du français, tout particulièrement dans les textes législatifs et réglementaires, dans l'Administration, dans les entreprises de communication et dans l'affichage public.
- B) Le MNQ demande que des ressources supplémentaires soient octroyées aux ministères stratégiques pour qu'ils fassent la promotion de la langue française.
21. A) Le MNQ appuie les propositions visant à assurer le droit de travailler en français et, tout spécialement, le droit à ce qu'on n'exige pas abusivement la connaissance d'une autre langue pour accéder à un emploi.
- B) Le MNQ demande que tout employeur qui indique la nécessité de connaître une autre langue que le français pour accéder à un emploi soit tenu de justifier cette exigence dès le moment où l'offre d'emploi est publicisée.
- C) Le MNQ demande que les normes du travail et les conventions collectives prévoient une rémunération supplémentaire obligatoire lorsqu'un emploi suppose (après justification) la connaissance d'une langue autre que le français.
- D) Le MNQ demande qu'il soit formellement et absolument interdit de publiciser une offre d'emploi comportant l'exigence de connaître une autre langue sans mention de l'exigence de connaître alors aussi le français.
22. A) Le MNQ appuie l'ensemble des propositions relatives à la francisation des entreprises et des lieux de travail.
- B) Le MNQ demande que soient réintroduites dans la loi l'obligation de détenir un certificat de francisation ainsi que les sanctions prévues à la loi 101 de 1977 pour les entreprises qui ne s'y conforment pas.

23. A) Le MNQ appuie les propositions relatives à la langue de l'Administration, notamment celle qui demande que l'État et les organismes publics ne communiquent qu'en français avec les personnes morales.
- B) Le MNQ demande que les personnes morales soient, en retour, tenues de communiquer en français avec l'État, avec les tribunaux et avec les institutions publiques, qu'elles soient tenues de produire en français leurs déclarations de revenus et autres rapports, qu'elles soient tenues notamment d'enregistrer en français leurs droits réels.
- C) Le MNQ est d'accord pour que soient maintenus le mieux possible les droits actuels des personnes physiques de choisir entre le français et l'anglais pour communiquer avec le siège du gouvernement, les tribunaux et les organismes publics reconnus bilingues et pour que ces droits individuels soient maintenus en évitant le plus possible de pratiquer quelque discrimination entre catégories d'individus, en évitant surtout de réserver des droits aux seuls membres d'une communauté définie par son origine ethnique ou sa langue maternelle.
24. Le MNQ demande que, dans chaque ministère et organisme gouvernemental, des ressources soient spécialement affectées pour promouvoir l'usage d'un français de qualité dans son fonctionnement général, dans l'application de ses politiques et dans la prestation de ses services.
25. Le MNQ appuie les propositions relatives au respect des droits des consommateurs et tout spécialement celle qui demande de préciser dans la loi qu'une exigence de produire un texte en français inclut l'obligation de le produire dans un français intelligible et de qualité.
26. Le MNQ appuie les propositions relatives aux raisons sociales et reconnaît que ce sont surtout les raisons sociales en anglais et les marques de commerce en anglais qui, aujourd'hui, dénaturent le visage français du Québec.

27. A) En matière d'affichage public, dans le cadre d'une législation renforçant de façon importante le statut et le rayonnement du français, le MNQ serait prêt à se ranger à l'avis de la Commission sur le fait de ne pas revenir à la règle de l'unilinguisme français.
- B) Le MNQ s'oppose toutefois aux exceptions admises par la Commission à la règle de la nette prédominance du français (messages décrivant le fonctionnement d'appareils installés en permanence dans un lieu public; publicité d'événements destinés à un public international ou dont les participants viennent en majorité de l'extérieur du Québec). Le MNQ soutient que le visage français du Québec doit être montré aussi aux personnes qui nous viennent d'ailleurs.
- C) Le MNQ demande que l'unilinguisme autre que francophone ne devrait jamais être autorisé dans l'affichage public de nature commerciale.
28. A) Le MNQ appuie les propositions relatives aux nouvelles technologies, tout particulièrement celle qui a pour objet de rendre obligatoire dans les organismes de l'Administration et dans les organismes parapublics l'utilisation du clavier francisé ACNOR et celle qui demande à l'État québécois d'être lui-même exemplaire au chapitre de la francisation des technologies d'information et de communication.
- B) Le MNQ demande au législateur québécois d'établir comme règle générale que les logiciels et ludiciels commercialisés au Québec doivent comporter une version française, quitte à autoriser l'organisme d'application de la politique linguistique à accorder des délais aux entreprises ou des exceptions dans les cas qu'il jugera pertinents.
- C) Le MNQ demande au ministère de l'Éducation de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour amener les réseaux scolaires aussi bien anglophones que francophones à donner une formation adéquate sur le fonctionnement en français des systèmes informatiques.
29. A) Le MNQ appuie l'ensemble des propositions relatives à la solidarité francophone et internationale, notamment celle qui invite à préciser le statut du français au sein de la francophonie internationale, celle qui invite les États francophones du nord à adopter

une politique visant le maintien et le rayonnement du français dans les sociétés, les entreprises, les institutions et les forums internationaux et celle qui prévoit des démarches pour assurer le respect des quatre langues principales des Amériques dans leurs relations politiques et commerciales.

B) Le MNQ demande au gouvernement de voir à ce que les organisations de la société civile soient en mesure de représenter le Québec et d'en faire la promotion au sein de la francophonie internationale, en complémentarité de l'action gouvernementale internationale.

C) Le MNQ demande que soit reconnu le rôle essentiel des organismes d'éducation populaire dans la promotion du français et de la politique linguistique québécoise. Des ressources accrues devraient être consacrées aux organismes d'alphabétisation ainsi qu'aux organismes qui tiennent des activités de promotion de la langue française, notamment à l'occasion de la Francofête.

30. A) Bien qu'il n'en voit pas *a priori* la nécessité, le MNQ ne s'oppose pas au regroupement des organismes d'application de la politique linguistique (Office de la langue française, Commission de protection de la langue française, Commission de toponymie) et ne s'opposerait pas non plus à ce qu'ils puissent former, avec le Secrétariat à la politique linguistique, un véritable ministère de la Langue française, conformément à la suggestion faite jadis par le regretté Marcel Pépin (ancien président de la CSN).

B) Le MNQ insiste cependant sur la nécessité de voir à ce que les missions actuelles des organismes existants soient maintenues et renforcées en leur attribuant des ressources humaines et financières suffisantes au niveau central et dans toutes les régions, le tout dans une structure souple et dynamique.

C) Le MNQ s'oppose toutefois à la disparition du Conseil de la langue française, qui n'est pas un organisme d'application, et qui doit continuer à jouer auprès du ministre responsable et auprès de l'organisme d'application regroupé un rôle analogue à celui que joue le Conseil supérieur de l'éducation auprès du ministre et du ministère de l'Éducation.

31. Le MNQ demande au législateur québécois d'entreprendre une refonte en profondeur de la Charte de la langue française en vue de la restaurer dans son esprit originel et d'attribuer à ses principales dispositions un caractère constitutionnel.
32. Le MNQ tient à réaffirmer sa conviction que le statut du français et son avenir comme langue commune de notre population resteront précaires aussi longtemps que le Québec sera soumis à la Constitution canadienne et que la politique linguistique Québécoise subira la concurrence de la politique linguistique fédérale. C'est pourquoi il engage le peuple québécois à reprendre résolument sa marche vers l'indépendance nationale.